

LE POINT DE VUE DE LA SEMAINE

Marie-Caroline Mérand, présidente des Jeunes Indépendants : « L'ouverture est un piège pour la droite ! »

Marie-Caroline Mérand, 18 ans, originaire de Nantes, étudiante en première année de droit dans une faculté parisienne, est la présidente des Jeunes Indépendants, branche cadette du CNI, le Centre national des indépendants et paysans. Elle nous explique comment son mouvement se positionne.



Minute : Comment vous situez-vous par rapport à l'UMP ?

Marie-Caroline Mérand : Le CNI est l'un des plus anciens partis de droite : il a été fondé en 1949. Aujourd'hui, nous sommes associés à l'UMP, sans lui être inféodés. Nous constituons son aile droite et n'hésitons jamais à souligner nos différences lorsque nous ne sommes pas d'accord. **Christian Vanneste** (député du Nord) ou **Gilles Bourdouleix** (député-maire de Cholet) ont prouvé qu'ils n'avaient pas leur langue dans leur poche !

Vous êtes jeune, vous êtes une femme ; que pensez-vous de la campagne menée par le planning familial en faveur de l'avortement ?

Avant d'être un « droit » ou un crime, l'avortement est un drame et un problème social. Je pense qu'il faut faire attention aux dérives. La campagne du planning familial – financée par la région Ile-de-France – fait un fâcheux amalgame entre contraception et avortement.

Leur slogan, « un droit, mon choix, notre liberté » est réducteur.

Il n'y a pas un mot sur les solutions alternatives, comme les relais accueil, l'adoption pré et post-natale. Or, il faut également développer et valoriser les différentes aides aux femmes enceintes en détresse. Pas un mot sur les souffrances vécues à la suite de l'avortement... Aucun volet éducatif non plus, sur les problèmes physiques et psychologiques en découlant ; et aucune notion

de responsabilisation des femmes tentées d'y recourir. Les Jeunes Indépendants, eux, souhaitent la mise en place d'une vraie politique de soutien à la famille, mettant en garde contre l'avortement et favorisant la natalité.

La France condamnée par la Cour européenne des Droits de l'homme pour avoir refusé l'adoption à un couple d'homosexuels...

Ce n'est pas la première fois que la France est condamnée et elle n'est pas obligée de traduire cette condamnation dans le droit national. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne le fera pas... Il faut donc être vigilant. Le CNI est contre le mariage homosexuel et, évidemment, contre l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. Nous prenons avant tout en compte l'intérêt de l'enfant. Pour s'épanouir, il a besoin d'un père et d'une mère.

Comment votre mouvement a-t-il accueilli les « décisions » de la commission Attali ?

Les Jeunes du CNI ont réagi sur trois points précis. D'abord, l'immigration. Elle est censée combler une pénurie de main-d'œuvre dans certains métiers manuels. C'est une fausse solution, car l'immigration dite « de travail » ne représente que 5 à 7 % de l'ensemble des entrées sur le territoire. Le chômage est plus important en France que dans bien des pays d'Europe. On doit donc pouvoir trouver de la main-d'œuvre chez nous. Il faudrait par exemple revaloriser les métiers du bâtiment dans les écoles, ou les apprentissages.

■ Cela, c'est pour le long terme...

Oui, car la politique se fait aussi sur le long terme. Dans l'immédiat, il n'est pas non plus nécessaire d'aller chercher ailleurs ce que l'on peut trouver chez nous. Il suffirait de revenir sur les trente-cinq heures, pour revaloriser plusieurs secteurs défaillants de notre économie.

■ Le deuxième point ?

Nous sommes contre la disparition des départements. C'est un échelon important. Il est suffisamment vaste pour mener une politique cohérente sur le plan social, en faveur des personnes âgées, etc., et assez proche des élus locaux pour réaliser une bonne politique de proximité.

■ Troisième point ?

Nous nous opposons à l'apprentissage de l'anglais, de l'économie et de l'informatique dès le primaire. 50 % des enfants arrivant en sixième ne savent ni lire, ni écrire ! Avant tout, il faut donc renforcer l'apprentissage des fondamentaux : lire, écrire, compter.

■ Que pensez-vous de la politique d'ouverture du gouvernement, notamment pour les élections municipales ?

Pourquoi pas si l'ambition réelle est de mettre en place des mesures coura-

geuses. Mais cette ouverture doit aussi se faire à droite ! Il ne faut pas se leurrer : les électeurs de gauche ne voteront pas pour nos valeurs. Il est donc important de ne pas désorienter notre électorat naturel. A Quimper, nous participons à une vraie union de droite, sur la liste conduite par **Marcelle Ramonet**. En revanche, à Nantes, le CNI ne soutiendra pas la liste conduite par **Sophie Jozan**, parce qu'elle accueille un anarchiste de gauche.

■ Pour vous, jusqu'où va l'ouverture à droite ?

Nous pensons que cela s'arrête au Front national, qui ne partage pas nos positions. Ses solutions ne sont pas les nôtres.

■ N'avez-vous pas l'impression d'être les vilains petits canards de l'UMP, qui préfère la gauche plutôt que ses alliés naturels ?

Il est vrai que l'UMP accorde plus d'attention à ses adversaires qu'à ses amis. Nous pensons que l'ouverture est un piège pour la droite, car nos valeurs et nos solutions aux problèmes des Français sont radicalement opposées à celles de la gauche. ■

**Propos recueillis
par Patrick Cousteau**